

Patrick Devedjian: «La concentration urbaine est une impasse»



© CD92-Olivier Ravoire

Le débat annoncé sur la cohésion des territoires est bienvenu, car si de nombreuses réformes sont intervenues ces dernières années, il faut bien reconnaître qu'elles ont été improvisées et menées sans la moindre concertation sérieuse. La mode est aux mégalo-poles, pudiquement appelées métropoles. Une compétition mondiale est ouverte à qui fera la plus grande ! La concurrence mondiale se ferait entre les métropoles, qui seraient les territoires privilégiés de l'innovation, même si la [Silicon Valley](#) n'a rien à voir avec une métropole.

Le fantasme est si puissant que la précédente majorité a créé – juridiquement seulement – en France, 22 métropoles ; nous avons, je crois, le record du monde de la foi en ce modèle. Personne ne s'interroge sur le bilan de ce modèle qui, dans d'autres pays, s'est développé de manière involontaire et incontrôlée. Il préfigure d'ailleurs un avenir inquiétant, si l'on se souvient que dans l'histoire, toutes les métropoles se sont effondrées, de Rome à Byzance. La Genèse elle-même nous rappelle l'histoire de Babel, si finement analysée par Stefan Zweig. Y a-t-il des métropoles heureuses ?

Annoncée par un mensonge comme une loi de décentralisation, la loi Maptam du 27 janvier 2014 est dite « d'affirmation des métropoles ». Conçu avant les élections municipales de 2014, le périmètre qu'elle imposait avait, de manière avouée, pour objet de donner le pouvoir à Claude Bartolone en région parisienne. Mais les élections municipales furent un désastre pour le pouvoir en place, comme c'est souvent le cas pour les élections intermédiaires. A partir de ce moment, l'élaboration de la loi fut menée de contradictions en contradictions, comme un bateau ivre, chaque amendement adopté ayant pour objet de défendre un intérêt partisan et particulier. C'est aussi la raison pour laquelle le gouvernement de l'époque s'est gardé de transférer la moindre compétence stratégique à ce qui est un nouvel échelon territorial et communal qui

s'ajoute aux 36 000 communes que la France, seule en Europe, n'a jamais regroupées, ainsi qu'aux intercommunalités et aux syndicats intercommunaux.

Le Grand Paris coupé de l'espace rural. En revanche, le projet de transport lancé par Nicolas Sarkozy pour la région parisienne et mené efficacement par la Société du grand Paris dessine autrement l'agglomération parisienne, en créant de nouvelles solidarités entre des territoires souvent isolés jusque-là. Mais le périmètre de la métropole imposé par la loi Maptam, et maintenu par la loi Notre (pour « Nouvelle organisation des territoires de la République ») du 7 août 2015, ne tient aucun compte de ce bouleversement de la nouvelle articulation des transports. On n'avait pas renoncé à récupérer une majorité de gauche sur un territoire métropolitain défini d'abord pour cet objectif. Ce périmètre est si absurde que 94 % des élus de la région parisienne, réunis au sein du syndicat mixte Paris-Métropole, ont voté contre !

La destruction de Babel rappelle que l'homme a besoin de la nature, et le comportement des habitants des grandes villes démontre qu'ils ressentent ce besoin de plus en plus fortement. Il n'est que d'observer la passion du départ en week-end ou le drame que provoque l'abattage d'un arbre en milieu urbain. Mais le périmètre de la métropole parisienne se veut strictement urbain et crée une coupure profonde avec l'espace rural le plus immédiat, qui le ressent douloureusement.

Nul ne semble faire la relation entre densification et pollution. La ville de Paris répond à cette contradiction en limitant de plus en plus l'accès des automobilistes de banlieue à la capitale, alors que, pour la plupart, la voiture est leur seul moyen raisonnable de déplacement.

Comme si cela n'était pas suffisant, les différents schémas directeurs prévoient une densification accélérée : « construire la ville sur la ville », disent certains, mais jusqu'à quelle limite ? Chaque année, les services de l'Etat font les glorieux sur le nombre de logements construits en Ile-de-France, mais la demande de logements ne faiblit pas. Nul ne semble faire la relation entre la densification et la pollution qui s'aggrave. La ville de Paris répond à cette contradiction en limitant de plus en plus l'accès des automobilistes de banlieue à la capitale alors que, pour la plupart, la voiture est leur seul moyen raisonnable de déplacement. La durée des trajets locaux ne cesse d'augmenter. La coupure métropolitaine s'aggrave ainsi davantage et les banlieusards sont chaque année de plus en plus éloignés d'une capitale qui se stérilise progressivement et est de plus en plus dominée par sa fonction touristique, à l'image de ce que sont devenues Florence ou Rome.

Logement, le tonneau des Danaïdes. L'agglomération parisienne est le territoire le plus dense de toute l'Europe, il est deux fois plus dense que le Grand Londres. Parmi les immenses problèmes créés par cette politique délibérée, la sécurité est de plus en plus difficile à assurer. La concentration urbaine crée des zones de non-droit, est la cible privilégiée du terrorisme et provoque des mesures contraignantes et limitant de plus en plus les libertés individuelles.

La leçon du Brexit mérite pourtant d'être méditée. Au-delà du débat sur l'Europe et sur l'immigration, ce vote traduit l'opposition entre le Grand Londres qui a voté « remain » et le reste du pays, qui, en dehors de considérations particulières, a voté contre la capitale et ses privilèges étatiques. Ainsi la métropole britannique est-elle à l'origine d'une très grave coupure dans le pays et dont les conséquences à venir peuvent être très lourdes. Malgré ses efforts, Londres où les loyers sont le triple de Paris n'a pas résolu la

crise du logement, pourtant l'unique justification donnée à la création de la métropole parisienne. C'est normal, la concentration de l'activité sur un même espace crée indéfiniment une nouvelle demande : c'est le tonneau des Danaïdes.

La réforme profonde de l'Etat qui est le problème majeur de notre pays devrait conduire à assurer fortement la cohésion des espaces ruraux et des espaces urbains, pour une meilleure qualité de vie pour tous, pour une meilleure gestion des deniers publics et pour une meilleure protection des libertés individuelles. La philosophie de la construction européenne ne dit pas autre chose en posant le principe de subsidiarité auquel nous tournons le dos et qui invite aux responsabilités individuelles et locales. La droite républicaine qui ne sait plus où elle en est et qui a besoin de se refonder pourrait trouver là une voie correspondant aux aspirations profondes de la population.

<http://www.lopinion.fr/edition/politique/patrick-devedjian-concentration-urbaine-est-impasse-132628>